

**INTERNATIONAL**

# Le mythe kosovar ébranlé

L'inculpation du président et leader de l'indépendance, Hashim Thaçi, rappelle que le Kosovo est né dans le sang et les larmes. Et que les bourreaux n'étaient pas dans le seul camp serbe.

**JEUDI 2 JUILLET 2020 SIMON RICO**





Ancien porte-parole de l'UÇK, Hashim Thaçi a longtemps été l'homme fort du Kosovo. KEYSTONE

**kosovo** L'onde de choc ne faiblit pas à Pristina depuis l'inculpation, le 24 juin dernier, du président kosovar pour crimes de guerres et crimes contre l'humanité. Cette décision de la Cour spéciale chargée de juger les actions de la guérilla albanaise (1997-2001) vient aussi mettre un coup d'arrêt brutal à l'idée d'un accord territorial avec la Serbie.

«Je ne suis pas un saint, mais une chose est certaine: il n'y a pas eu, il ne peut pas y avoir la moindre preuve que j'aie violé la moindre loi.» Lundi soir, six jours après sa mise en accusation, Hashim Thaçi a fini par s'adresser à son peuple, avec un message clair: la défense du «combat pour la liberté» qu'il a mené à la tête de l'Armée de libération du Kosovo

(UÇK). «La seule loi que j'ai violée est celle de Milosevic [l'ex-président yougoslave]», a martelé le chef de l'Etat, qui accuse la justice internationale de vouloir «réécrire l'histoire». Droit dans ses bottes, il a exclu de démissionner tant que les faits qui lui sont reprochés ne seront pas confirmés.

## **Elimination des «traîtres»**

Ancien porte-parole de l'UÇK, Hashim Thaçi, alias «Commandant Serpent», a longtemps été l'homme fort du Kosovo. C'est notamment lui, en tant que premier ministre, qui a proclamé l'indépendance, le 17 février 2008. Rattrapé par les affaires et l'usure du pouvoir, il a finalement passé la main au printemps 2016 pour prendre la présidence, poste avant tout honorifique, et laisser la tête de son parti, le PDK, à son bras droit, Kadri Veseli. Aujourd'hui député, celui-ci est également accusé de crimes de guerre et contre l'humanité, en tant qu'ancien chef des services secrets de l'UÇK. A ce titre, il aurait été directement impliqué dans l'élimination des «traîtres», le plus souvent des cadres de la faction albanaise rivale, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova.

Selon l'acte d'accusation, Hashim Thaçi et Kadri Veseli sont soupçonnés d'avoir causé la mort d'une centaine de personnes, «des Albanais du Kosovo, des Serbes, des Roms et des personnes d'autres nationalités, parmi lesquels des opposants politiques, dont les noms sont connus par l'accusation». Sept autres suspects, dont l'identité n'a pas été révélée, sont aussi poursuivis. «Le procureur a jugé nécessaire d'émettre cet avis public d'accusation en raison des efforts répétés d'Hashim Thaci et de Kadri Veseli

d'entraver et de saper le travail de la Cour spéciale [chargée de juger les crimes de l'UÇK]», a précisé le tribunal. Les deux hommes sont accusés d'avoir mené une campagne de diffamation contre son travail, «montrant ainsi qu'ils font passer leurs intérêts privés avant ceux des victimes, le respect de l'Etat de droit et les intérêts du peuple entier du Kosovo.»

## **Cour de justice inédite**

La création de cette instance judiciaire ad hoc, placée sous juridiction kosovare mais délocalisée à La Haye et n'employant que des magistrats étrangers, est une conséquence directe de l'échec du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, bien en peine pour juger les anciens chefs de l'UÇK. Soit les témoins avaient été éliminés, soit ils se sont rétractés à l'audience.

C'est le fameux rapport sur les crimes de la guérilla albanaise présenté en décembre 2010 par l'ancien juge et conseiller national Dick Marty devant le Conseil de l'Europe, et dont les conclusions ont été confirmées en 2014 par le procureur étasunien Clint Williamson, qui ont permis d'aboutir à la mise en place – compliquée – de la Cour spéciale.

«La reconstruction des événements pendant la période tourmentée et chaotique de 1999 à 2000 au Kosovo est extrêmement difficile», notait Dick Marty lors de sa présentation. «Il y a toujours, un manque de volonté d'établir la vérité et les responsabilités de ce qui s'est passé

pendant ce laps de temps. Le faisceau d'indices existant contre certains hauts responsables de l'UCK explique en grande partie ces réticences. Il y a des témoins de ces événements qui ont été éliminés, d'autres sont terrorisés par le simple fait d'être interpellés sur ces événements.»

## Témoins assassinés

Selon Human Rights Watch, les pressions contre les témoins ont été encouragées par Hashim Thaçi lui-même, dès la publication de ce rapport qui le mettait directement en cause, notamment dans le présumé trafic d'organes de civils serbes. Alors premier ministre, il avait menacé de révéler les noms de ceux qui avaient osé parler à Dick Marty.

«Si les témoins ne sont pas tués, alors ils sont isolés par la société qui les frappe d'ostracisme», confiait l'un d'eux, sous couvert d'anonymat. En décembre 2019, l'assassinat d'un témoin de la Cour spéciale est encore venu rappeler l'importance de leur protection pour que la justice puisse être rendue.

«Il ne peut pas et il ne doit pas y avoir une justice pour les vainqueurs et une autre pour les vaincus», soulignait en outre Dick Marty, tout en rappelant que les crimes commis par la Serbie de Slobodan Milosevic sont incontestables. Cela n'avait pas empêché les critiques de fuser de toute part dans l'opinion publique albanaise, au Kosovo comme au sein de la diaspora, contre l'élu suisse, accusé de «partialité».

Si la Cour spéciale a elle aussi mauvaise presse, c'est parce que son travail risque de remettre en cause le narratif historique sur lequel s'est construit le plus jeune Etat du continent européen. Une histoire qui décrit l'insurrection kosovare comme une légitime défense contre l'agression du pouvoir fédéral yougoslave aux mains des extrémistes serbes. Si les héros de l'indépendance, les anciens commandants de l'UÇK, étaient reconnus coupables de crimes contre l'humanité, le mythe de la «guerre juste et propre» volerait en éclats. Voilà pourquoi le PDK et les autres formations issues de l'UÇK ont multiplié les tentatives pour bloquer son entrée en fonction.

## **Le Kosovo fait bloc**

Dès l'annonce de l'inculpation du président Thaçi et de Kadri Veseli, la classe politique a encore une fois fait bloc, jusque dans les rangs de son adversaire historique, la LDK, dont plusieurs membres auraient pourtant été assassinés par des hommes de la guérilla albanaise. Même l'intransigent dirigeant de Vetëvendosje, Albin Kurti, leur a apporté son soutien, les qualifiant de «combattants de la liberté» face à «un occupant ayant causé un génocide». Seule la présidente du parlement, Vjosa Osmani, en délicatesse avec le reste de la LDK, a osé souligner que le Kosovo «avait avant tout besoin de justice».

Six mois après le vent de dédagisme qui a soufflé lors des dernières législatives contre le pouvoir corrompu des anciens de l'UÇK, c'est un gouvernement d'union nationale qui pourrait se mettre en place. Pour éviter une énième crise politique et redonner un semblant de légitimité à l'exécutif.

---

# Camouflet pour Washington

JEUDI 2 JUILLET 2020 SIMON RICO

L'acte d'accusation contre Hashim Thaçi et Kadri Veseli est tombé au moment même où le président kosovar s'apprêtait à se rendre à Washington pour y rencontrer, le 27 juin, son homologue serbe, Aleksandar Vucic. Ce rendez-vous avait été annoncé en fanfare par Richard Grenell, l'émissaire spécial de Donald Trump pour le Kosovo, et devait paver la voie à l'annonce d'un «accord final» entre Belgrade et Pristina d'ici à la fin de l'été. Ces derniers mois, la Maison-Blanche a mené une diplomatie très agressive avec l'objectif, dit-on, d'obtenir ce succès international avant le début de la campagne présidentielle.

Ce printemps, Washington aurait même provoqué la chute du gouvernement d'Albin Kurti, en pleine pandémie, afin de mettre au pouvoir une coalition dirigée par le LDK, formation censée être plus accommodante

par la LDK, information censée être plus accommodante avec les intérêts étasuniens. Depuis, le leader de gauche souverainiste a dénoncé un «accord secret» conclu entre les présidents Thaçi et Vucic prévoyant un échange de territoires.

Après l'annonce de la Cour spéciale, Richard Grenell a d'abord tweeté que la rencontre serait maintenue et Hashim Thaçi remplacé par le premier ministre, Avdullah Hoti, mais celui-ci a vite décliné l'invitation. Avec cette inculpation du président kosovar, c'est tout le scénario d'un accord rapide programmé par l'administration Trump qui s'écroule. Si Richard Grenell a fait profil bas, tentant maladroitement de démentir toute visée politique à son incessant balais diplomatique dans les Balkans, le président Thaçi n'a pas caché sa colère. «Aucune bonne intention et aucune grande volonté de justice ne justifient la fabrication d'une bombe médiatique pour incriminer le chef de l'Etat kosovar, précisément au moment où le dialogue avec la Serbie était entré dans une nouvelle phase grâce à l'engagement direct de la Maison-Blanche», a-t-il dénoncé.

Voilà en tout cas qui pourrait remettre l'Union européenne en selle, alors que c'est théoriquement sous sa médiation que se tient, depuis 2011, le dialogue entre le Kosovo et la Serbie. Mais, face au peu de résultats obtenus, l'administration Trump avait décidé de reprendre la main. C'était sans compter sur la Cour spéciale de La Haye, venue rappeler qu'«il n'existe aucune amnistie pour qui que ce soit ayant violé les lois humanitaires internationales», comme l'expliquait en 2017 David Schwendiman, son procureur en chef des chambres spécialisées. Un geste fort alors que beaucoup



craignaient que seuls les seconds couteaux ne soient inquiétés.